Entrer dans le XXIe siècle avec l'espoir d'un monde meilleur

Partage international n° 182 – Octobre 2003

Interview de Robert Muller

par Felicity Eliot

Pour beaucoup de gens, les Nations unies sont une chose acquise ; elles ont toujours existé et existeront toujours. Le Dr Muller, qui a travaillé avec cette institution dès ses débuts, nous donne ici la mesure de tout ce qu'elle a apporté au monde et de ce que l'on peut encore en attendre. Devenu l'assistant du secrétaire général après avoir gravi tous les échelons de l'organisation, R. Muller a acquis une expérience pratique unique, qui s'ajoute à une profonde spiritualité et à des qualités de visionnaire – on l'a appelé le « Philosophe », le « Prophète d'espérance » des Nations unies. R. Muller est le fondateur du World Core Curriculum (projet qui vise à instaurer un « tronc commun » dans l'ensemble des programmes d'enseignement de la planète) – qui lui a valu en 1989 le Prix de l'éducation pour la paix de l'Unesco et la réputation de « père de l'éducation mondiale ». Il existe aujourd'hui 43 écoles Robert Muller sur la planète, et il s'en crée de nouvelles chaque année. Dans la ligne de ce curriculum, il a mis en place un certain nombre d'autres programmes, destinés, par exemple, à créer un service mondial d'information du public (Framework for World Media Coverage), à favoriser le développement de la conscience planétaire et cosmique (Framework for Planetary and Cosmic Consciousness) ainsi que les arts et la culture (Framework for Arts and Culture).

R. Muller est aujourd'hui en retraite active. Il est chancelier émérite de l'Université de la Paix, créée par l'Onu au Costa Rica. Il travaille particulièrement à élargir la compréhension humaine et la conscience mondiale. Il a reçu récemment le Prix international de l'humanisme Albert Schweitzer, le Prix Eleanor Roosevelt (Eleanor Roosevelt Man of Vision Award), et recevra le 19 octobre 2003 le Prix de la paix GOI, décerné au Japon.

Ces dernières années, il a accordé plusieurs interviews à Partage international *qui lui ont valu l'image d'un éternel optimiste quant à l'avenir des Nations unies.*

Partage international : *En lisant l'excellente biographie que Douglas Gilles vous a consacrée* Prophet : the Hatmaker's Son, Life of Robert Muller, *je suis frappée par le fait que vous semblez avoir tout de suite reconnu l'importance centrale, présente et à venir, des Nations unies. Qu'est-ce qui, dans cette institution, a pu ainsi captiver votre imagination et incarner vos idéaux et vos espoirs ?*

Robert Muller : J'étais assez pessimiste quand, jeune homme, j'entrai à l'Onu. La France et l'Allemagne étaient entrées trois fois en guerre durant la vie de mon grand-père, qui avait changé cinq fois de nationalité sans même quitter sa ville natale. Mon père a porté l'uniforme allemand, puis français. Si deux nations civilisées comme elles n'avaient pu éviter la guerre, qu'attendre d'un monde aux multiples religions, aux 5 000 langues, partagé entre Blancs et Noirs, entre communistes et capitalistes, et aux mentalités variant du tout au tout ? Le moindre incident pouvait déclencher un nouvelle guerre mondiale. Quand j'entrai pour la première fois aux Nations unies, je pensais que nous aurions dû inscrire sur la porte : *« Vous qui entrez ici, laissez toute espérance. »* Aujourd'hui, à 80 ans, je suis étonné de ce qu'il n'y ait pas eu de guerre mondiale : l'Onu y a été pour une grande part, si bien qu'il faudrait désormais écrire : *« Vous qui entrez ici, faites-le avec l'espoir d'un monde meilleur. »*

Même si les Nations unies n'ont pu – faute qu'on le leur ait permis – jouer le rôle central qui aurait dû être le leur dans le règlement des conflits, il ne faut pas oublier ce qu'on leur doit dans d'autres domaines. En 1952, par exemple, nous ne savions même pas combien il y avait d'hommes sur la Terre ; nous avons donc lancé le premier recensement mondial. Nous avons soulevé la question de la pauvreté dans les pays pauvres. Nous avons remporté de grandes victoires, grâce à l'Onu : la mise en place d'un réseau de surveillance planétaire des grandes maladies, l'éradication d'un grand nombre d'entre elles. Trente quatre agences mondiales ont été créées, chacune traitant de problèmes mondiaux bien définis, que ce soit l'économie, la santé, l'éducation, l'agriculture, etc. Citons l'OMS (Organisation mondiale de la santé) et les nombreuses agences régionales en matière d'environnement, dont le travail a été si efficace que rares sont les pays, aujourd'hui, qui n'aient pas un ministère de l'environnement.

Il est difficile de prendre la mesure des services que cette organisation a rendus aux peuples, comme, par exemple, la fin du colonialisme, de l'apartheid[…], j'ai moi-même beaucoup de peine à le croire. C'est pourquoi mon ami l'ambassadeur canadien Douglas Roche et moi-même avons, un peu avant l'an 2000, dans un livre intitulé *Entrer en sécurité dans le XXI^e^ siècle,* dressé la liste des tâches difficiles que l'Onu a menées à bien et de celles qui l'attendent. J'ai pu en citer une cinquantaine.

Une fois, ma femme m'a dit que, comme il ne restait que 2 000 jours avant l'an 2000 et que j'avais beaucoup d'idées, je devrais en noter une chaque jour. Eh bien aujourd'hui, j'ai 5 700 « Idées et rêves pour un monde meilleur ». Et une bonne partie d'entre elles ont été réalisées par les Nations unies ainsi que d'autres organisations. C'est pour cela que je suis passé d'une jeunesse pessimiste à une vieillesse pleine d'espoir, qui ne baisse jamais les bras.

L'humanité est en train de changer. On a maintenant une Union européenne (UE), lancée elle aussi par des jeunes gens, venus comme moi d'Alsace-Lorraine, qui voulaient mettre fin aux conflits et aux haines qui opposaient sans cesse Français et Allemands. Enfant, je rêvais de voir disparaître la frontière qui traversait ma ville natale, et ce rêve s'est réalisé en 1992. Je suis allé sur place fêter cet événement et constater par moi-même la disparition des frontières entre les 15 pays qui forment aujourd'hui cette Union. Une chose que je n'aurais jamais cru possible il y a seulement quelques années.

Dix pays supplémentaires ont aujourd'hui décidé de rejoindre l'Union, et un certain nombre d'autres attendent de poser leur candidature. De sorte que l'UE pourrait avoir été plus loin que les Nations unies elles-mêmes et son exemple réveiller les Etats-Unis, qui se diront peut-être : *« Regardez ce que font ces Européens. Ils ont même créé leur propre monnaie, qui en est venue à concurrencer le dollar sur la scène internationale. »* Peut-être en viendront-ils alors à réorienter leur politique vis-à-vis de l'Onu et à en faire la pièce maîtresse de la vie internationale.

PI. *Quelle est votre réaction aux récents événements ? Les manipulations et les tentatives de marginalisation dont l'Onu a fait l'objet n'ont-elles pas entamé votre optimisme et causé des dégâts irréparables ?*

RM. Pour parler franchement, même s'il y a eu refus de voir les Nations unies intervenir dans cette affaire, ce qui s'est passé est infiniment mieux que tout ce que nous avons connu avant. Par exemple, la guerre du Vietnam n'a jamais été portée devant le Conseil de sécurité. Quand de jeunes Américains venaient s'enchaîner dans la salle du Conseil en signe de protestation, je leur disais : *« Vous ne vous êtes pas enchaînés au bon endroit. Allez le faire en face, à la Mission américaine auprès de l'Onu, parce qu'on ne nous a même pas permis d'avoir un droit de regard sur cette guerre. »*

Aujourd'hui, à propos de l'affaire irakienne, les Russes et d'autres Etats auraient pu protester [contre la guerre], eux aussi, mais ils ne voulaient pas se fâcher avec les Etats-Unis. Ils se seraient probablement contentés d'un exil de Saddam Hussein. A mon avis, l'un des points les plus positifs fut le fait qu'elle a été portée devant l'Onu, et les manifestations de protestation massives qui se sont déroulées un peu partout dans le monde au moment même où se tenait le Conseil de sécurité. De ce point de vue, cette affaire nous a fait faire un progrès historique.

Mais ce n'est pour moi qu'un stade dans l'évolution et la croissance des Nations unies. Et vous pouvez être sûre que George Bush senior, qui a été délégué à l'Onu, conseille au président actuel de ne pas trop exiger de l'Organisation et certainement pas de la fermer.

PI. *Je me demande si le public connaît réellement l'Onu, son travail et ce qu'on lui doit.*

RM. Absolument pas. C'est un vrai scandale. Les Nations unies sont absentes des programmes scolaires ; l'éducation est purement nationale, elle n'a aucune dimension mondiale. Mais il y a, de ce point de vue, du nouveau : les enfants ont leur propre Onu, où ils prennent la place des dirigeants, votent et discutent. Ce *« modèle des Nations unies »,* c'est ainsi qu'on l'appelle, est devenu très populaire. Dernièrement, une session s'est tenue une semaine entière, juste avant l'Assemblée générale des chefs d'Etats – ce qui a permis aux enfants de dialoguer avec eux et de leur poser des questions.

C'est un progrès, mais il faudrait davantage informer sur les Nations unies. Y compris les médias. Je ne me souviens pas avoir lu un seul article du *New York Times* favorable aux Nations unies, par exemple. Et même, à de rares exceptions près, dans le reste de la presse. Sur ce point, j'aurais au moins réussi à convaincre un jeune homme, venu me voir un jour au siège de New York pour me demander ce qu'il pourrait faire pour le monde, de lancer une entreprise d'information qui ferait connaître au public le savoir fantastique de l'Onu et ses projets d'amélioration du monde. C'était Ted Turner, le créateur de CNN. Il a donné un milliard de dollars à l'organisation et me tient, depuis, pour le plus grand homme vivant sur la planète !

PI. *Le siège de l'Onu est à New York – cependant, les Etats-Unis ne semblent pas apprécier à sa juste valeur, ne semblent pas comprendre l'apport des Nations unies, qui présentent en permanence au*

monde un nombre considérable de projets de toutes sortes. Ce fut, après tout, des Américains – notamment le président Roosevelt et sa femme – qui travaillèrent avec le plus d'énergie à l'élaboration du volet « droits de l'homme » de la Charte. Comment changer une telle situation ?

RM. Vous avez très bien décrit l'apport du président Roosevelt et de sa femme. Il a été également capital que le général Eisenhower ait compris que les républicains devaient s'engager davantage en faveur des Nations unies – ce qui fait qu'un certain nombre d'entre eux ont collaboré à la mise sur pied de l'Organisation. Quand Mme Roosevelt et ma femme ont lancé, depuis le Chili, la Déclaration des droits de l'homme, la réaction du *New York Times* et de nombre d'autres quotidiens fut de n'y voir qu'un papier de plus, qui finirait tôt ou tard dans la corbeille. Aujourd'hui, il n'y a pas un seul chef d'Etat qui voudrait être accusé de violer des droits : que ce soit les Droits de l'homme, ceux des femmes, des enfants, des handicapés, des peuples Indigènes, etc. Il est merveilleux de voir ce qu'a déclenché cet appel de Mme Roosevelt.

PI. *Pourriez-vous parler un peu de l'Université de la paix ?*

RM. Nous avons là une situation très proche de celle que connaissent les Nations unies. On ne pouvait mieux choisir, pour l'installer, que le Costa Rica, une nation démilitarisée. Quand son président en a fait la proposition devant l'Assemblée générale, j'ai couru l'embrasser. Mais les gouvernements n'étant pas intéressés, il m'offrit 400 hectares dans la région la plus magnifique du pays.

C'est moi qui fus chargé de faire accepter ce projet par l'Assemblée générale, ce qu'elle fit, mais à la condition que ce ne serait pas l'Onu qui le financerait. Ce qui, naturellement, équivalait presque à un baiser de la mort. Mais je pus obtenir un mil-lion de dollars de la part d'un philanthrope japonais. Le bâtiment est magnifique, dispose de nombreux équipements, mais même aujourd'hui, après vingt ans d'existence, elle ne compte guère plus qu'une soixantaine d'étudiants venus du monde entier.

Le secrétaire général, Kofi Annan, s'est intéressé personnellement à l'Université, il est venu la visiter. Il en a confié la responsabilité à Maurice Strong, qui avait fait un excellent travail quand il était en charge de l'environnement, et qui a continué ici, puisque les gouvernements commencent aujourd'hui à la financer. J'en suis le Chancelier émérite, mais je ne la dirige pas, je laisse cela à des gens plus jeunes. Je suis certain que cette université deviendra l'une des principales dans le monde quand elle aura surmonté les oppositions que suscitent souvent les institutions nouvelles, comme les Nations unies, celles qui changent réellement quelque chose, de la part des autres institutions, hostiles à tout changement.

Aujourd'hui, l'Université de la paix est acceptée. Mais il faudra encore un peu de temps pour qu'elle reçoive les fonds nécessaires. Les secteurs de l'armée ne la voient pas d'un bon œil. Il y a actuellement environ 600 académies et institutions militaires de par le monde. Elles ont peur de disparaître. Elles ont peur de se retrouver bientôt dans la ligne de mire et de n'avoir plus de raison d'être. Il n'y aura jamais assez de guerres pour elles.

PI. *Vous êtes parmi ceux qui connaissent le mieux le fonctionnement de l'Onu et de ses diverses organisations. Est-elle réellement représentative des peuples, sous sa forme actuelle ?*

RM. Je dirais qu'à ma grande surprise, les Nations unies représentent aujourd'hui pratiquement tous les pays – 190 l'ont rejointe, alors qu'on avait commencé à 46. Inimaginable, non ?

L'Onu est réellement bien représentée – que ce soit *via* l'OMS, l'Unesco, l'OIT (Organisation internationale du travail), ou le FAO, pour ne citer que celles-là parmi les 34 agences et bureaux onusiens qui existent aujourd'hui.

Le problème, c'est qu'il faudrait maintenant qu'y soient représentés les parlements des pays membres. Ce qui lui permettrait de travailler directement avec eux, sans passer par les ministères et les bureaucraties nationales. L'Union européenne, qui a un parlement, a récemment demandé la création d'un parlement des Nations unies, qui aurait un statut consultatif.

PI. *Puis-je vous demander de vous projeter dans le futur, tant à court qu'à long terme, et de nous dire quels changements structurels seraient nécessaires pour faire des Nations unies la grande chambre de débats du monde, où tous les pays seraient représentés également et équitablement ?*

RM. Les Nations unies doivent être repensées de fond en comble. De même, d'ailleurs, que les systèmes économique, politique, éducatifs[…] en fonctionnement sur la planète.

J'ai une liste de 21 grandes questions qu'il faudrait totalement revoir, parce que nous sommes désormais une société mondiale qui dispose de systèmes de communication ultra rapides, d'un trafic aérien intense, de moyens de transports incroyables, de systèmes informatiques[…]. Ce monde n'a plus rien à voir avec celui qui a vu la naissance des Nations unies ! Et c'est pour cela qu'il faudrait radicalement reconsidérer le système et le fonctionnement onusiens. En l'an 2000, il a été demandé à l'Assemblée générale des chefs d'Etats de repenser l'Organisation et de proposer des réformes qui la mettrait en mesure de traiter le nombre croissant de problèmes planétaires auxquels l'humanité doit faire

face. Nous avons un gros rapport sur cette réforme, élaboré par une commission dirigée par le premier ministre de Suède, mais les dirigeants n'y ont prêté aucune attention. Ils ne veulent rien perdre de leur souveraineté. Personnellement, j'ai écrit, et je dis dans mes discours, que cette planète n'est pas bien gouvernée. Il faut absolument progresser sur ce point. En commençant en priorité par les Nations unies.

Pour plus d'informations : www.robert-muller.org et www.goodmorningworld.org (deux sites en anglais qui présentent ses divers projets).

Auteur : Felicity Eliot, rédactrice en chef de Share International, basée à Amsterdam (Pays-Bas).
Thématiques : politique, Économie
Rubrique : Entretien